

Le magazine pour « lire et agir »

N° 3 / 2019

# PERSPECTIVES

## Connaître les besoins de la Terre

Une écologie holistique au bénéfice  
de toutes et tous

Tout ce qui brille  
n'est pas or

Page 5

Prendre soin  
du monde ensemble

Pages 10–16



ACTION DE CARÊME

## Chère lectrice, cher lecteur,

Il est souvent reproché à l'Église catholique de ne pas savoir reconnaître les signes de notre temps, mais il existe pourtant des exceptions telles que le Synode sur l'Amazonie, qui aura lieu en octobre 2019. L'Amazonie est le poumon vert de la Terre. En plus de stocker une grande quantité de CO<sub>2</sub>, cette immense forêt abrite 400 communautés indigènes et nous apprend à vivre en symbiose avec la nature. Il est donc primordial de la protéger.

Or, au lieu d'être préservée, l'Amazonie est menacée par la déforestation, l'agriculture industrielle, l'exploitation minière, l'énergie hydraulique ainsi que la pollution de l'eau et de l'air. La nature est dégradée, la culture annihilée et la population indigène déplacée. Lors d'une enquête unique en son genre, l'Église catholique a documenté ce qui se produit en Amazonie et fait entendre la clameur de la Terre et des pauvres (Laudato si' 49).

Depuis des décennies, l'exploitation des ressources de la région amazonienne est encouragée par les intérêts des plus puissants. Le document de préparation du Synode tient des propos clairs : mettre un terme à cela nécessite du courage et de la force. *Action de Carême* se veut l'expression de ce courage et entend plaider aux côtés des personnes impactées pour qu'un changement fondamental s'opère en Amazonie.



**Bernd Nilles**  
Directeur d'*Action de Carême*

6	Philippines <b>Plus fort-e-s face au climat</b>
8	Vue du Sud <b>« Protéger la forêt grâce aux abeilles »</b>
10	Dossier <b>Prendre soin du monde ensemble</b>
17	<b>Pleine conscience à Aarau</b>
18	<b>Christiane Escher, une femme engagée et audacieuse</b>

### Impressum

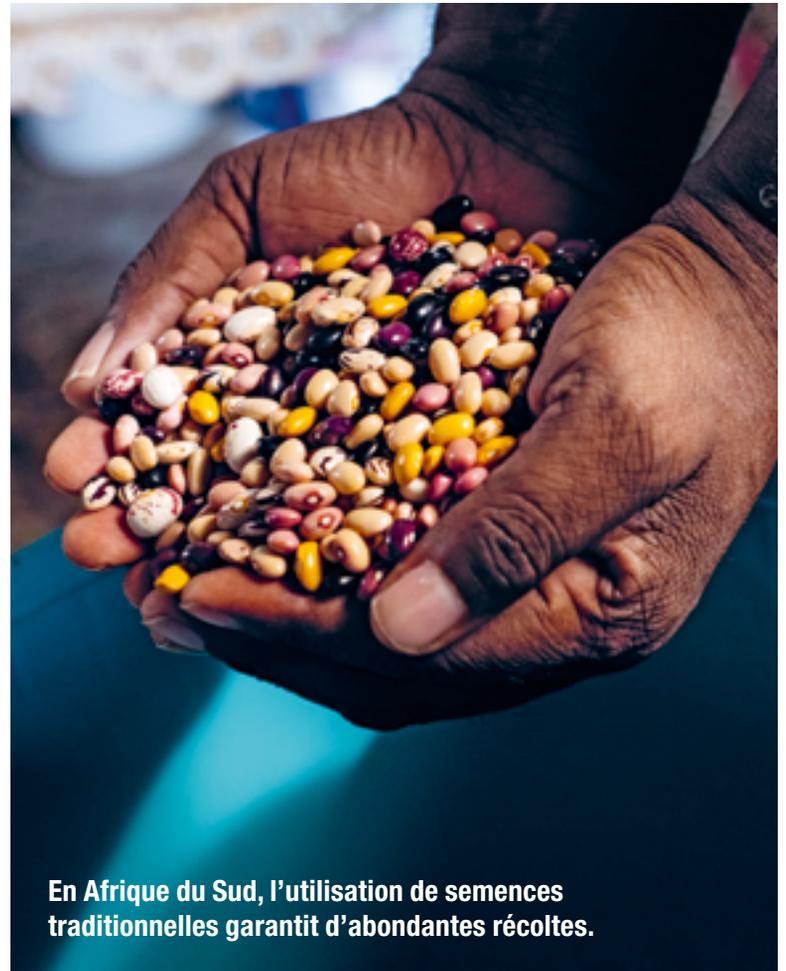
Publication Action de Carême, 2019  
 Rédactrice en chef Colette Kalt (ck)  
 Rédaction Tiziana Conti (tc),  
 Federica Mauri (fm)  
 Mise en page et réalisation  
 Craftt Kommunikation, Zürich  
 Travail sur les photos Schellenberg Druck AG  
 Impression Druckerei Kyburz AG  
 Tirages 39 788 D / 6560 F / 3971 I  
 Paraît quatre fois par an  
 CHF 5.- par donateur / donatrice  
 sont utilisés pour l'abonnement  
 Contact Action de Carême, 021 617 88 81,  
 actiondecareme@fastenopfer.ch.



Rien que l'année dernière, les artisanes formées au Kenya ont construit 3627 fours à charbon à haut rendement énergétique.



De nombreux plants de riz sont cultivés localement sur une plage à Madagascar.



En Afrique du Sud, l'utilisation de semences traditionnelles garantit d'abondantes récoltes.

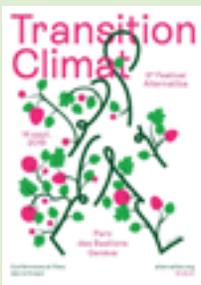
# 21,5 millions

de personnes par année sont déplacées à cause de catastrophes climatiques dans leur pays.

Source : Internal Displacement Monitoring Center (IDMC)

Suisse romande

## Événements à venir



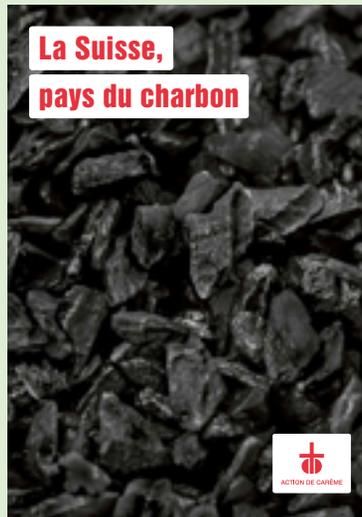
**14 septembre, 16h00 :** Conférence « Lutte pour la souveraineté alimentaire au Guatemala ». Intervenante : Inès Perez, militante maya et collaboratrice d'Action de Carême. Festival Alternatiba, UniBastions, Genève.

**27 septembre, 19h30 :** Table ronde « Changer de voiture ou d'appareil pour le climat... Vraiment ? ». Intervenant-e-s : Chantal Peyer, *Pain pour le prochain* ; Lucien Willemin, auteur ; Maurice Queloz, prêtre. Modération : Dorothee Thevenaz Gyax, *Action de Carême*. Maison des Œuvres, Courrendlin (JU).

**19-26 octobre :** Semaine de jeûne résidentiel à Crêt-Bérard. Animatrice : Petra Kummer. Intervenant-e-s : Laurent Juvet, Noémie Cheval, Alain Viret, Géraldine Bourgeois. Inscriptions : [jeuner@cret-berard.ch](mailto:jeuner@cret-berard.ch), jusqu'au 8 octobre. Plus d'infos sur : [www.actiondecareme.ch/agenda](http://www.actiondecareme.ch/agenda)

« Dans l'écosystème de cette planète, en protégeant d'autres espèces, nous assurons notre propre survie. »

Wangari Maathai, femme politique kényane, activiste et prix Nobel de la paix



Suisse

## La Suisse, pays du charbon

On fait rarement le rapprochement entre la Suisse et le charbon, l'une des sources d'énergie les plus nocives pour le climat. Et pourtant, la Suisse est une actrice importante dans le commerce mondial du charbon. Une part non négligeable de son extraction, son négoce et son financement a lieu en Suisse. *Action de Carême* a réuni des chiffres et des informations à ce sujet. Intéressé•e à en savoir davantage ? [www.actiondecareme.ch/lasuissepaysducharbon](http://www.actiondecareme.ch/lasuissepaysducharbon)

Berne

## Le Conseil des États au vote

Le 13 juin dernier, le Conseil national s'est à nouveau prononcé en faveur du contre-projet à l'initiative pour des multinationales responsables. Il estime qu'il y a toujours un besoin d'agir en matière de responsabilité des entreprises. La balle retourne donc dans le camp du Conseil des États. La coalition, dont fait aussi partie *Action de Carême*, reste ouverte au contre-projet, mais continue de préparer la campagne de votation.



La bonne nouvelle

## Accès à la terre

Durant 6 ans, A2N, partenaire burkinabé d'*Action de Carême*, a négocié de manière participative une convention d'utilisation des terres entre la population et les autorités. Celle-ci a réuni 14 villages ainsi qu'une population nomade, et est désormais reconnue officiellement. Aujourd'hui, des investissements pour des puits, des abreuvoirs ou des clôtures pour les couloirs à troupeaux sont nécessaires, mais *Action de Carême* n'est pas en mesure de les financer. C'est pourquoi A2N a organisé une table ronde avec des financeurs potentiels, qui se sont montrés enthousiastes et ont déjà fait une promesse de don. Les premiers projets d'infrastructure ont commencé. Ce partenariat aura contribué à assurer la subsistance de nombreuses personnes.



# Tout ce qui brille n'est pas or

**Le marché suisse de l'or a souvent fait les gros titres ces dernières années et il est à craindre que cela ne se reproduise à nouveau si l'État n'intervient pas de toute urgence.**

## Pour des entreprises plus responsables

Les multinationales dont le siège se trouve en Suisse doivent garantir que, dans le cadre de leurs activités commerciales, les droits humains et les standards environnementaux soient respectés – c'est-à-dire qu'elles doivent faire preuve de la diligence nécessaire dans leurs affaires et répondre de leurs actes.

Le 11 avril 2019, la justice colombienne a frappé fort. Elle a fait arrêter le directeur de l'entreprise de négoce de l'or C.I.J. Gutiérrez ainsi que d'autres membres de la direction ; le siège de la société a été mis sous scellés. Le gestionnaire de Gutiérrez est accusé de blanchiment d'argent, d'enrichissement illégal et de constitution d'une organisation criminelle.

Tout comme d'autres entreprises actives dans le négoce de l'or par le passé, Gutiérrez dirigeait un réseau frauduleux de mineurs artisanaux, de politiciens corrompus et d'acheteurs d'or sans scrupule dans le but de changer l'or extrait illégalement en or légal. Le Parquet colombien reproche à Gutiérrez d'avoir blanchi et exporté pour près de 800 millions de francs suisses d'or au cours des 15 dernières années. Une grande partie de cet or provenait de petites mines clandestines, qui sont généralement synonymes de destructions catastrophiques de l'environnement et de violations massives des droits fondamentaux des mineurs et des habitant-e-s. Dans bon nombre de cas, ces petites mines sont contrôlées par des guérillas et groupes armés.

L'or de Gutiérrez était exporté principalement aux États-Unis et en Suisse. Parmi les acheteurs, on trouve notamment la fonderie tessinoise Argor Heraeus. De 2009 à 2018, cette dernière a acquis entre 5000 et 9000 tonnes d'or par année auprès de Gutiérrez. Comment se fait-il que la fonderie n'ait rien su des structures criminelles de son fournisseur ?

### Les réglementations volontaires sont inutiles

Argor Heraeus dispose, d'après son site internet, de nombreuses distinctions pour son com-

merce responsable, ainsi que d'une quantité impressionnante de certifications et de lignes directrices internes. Les directives de diligence relatives à sa chaîne d'approvisionnement demandent à ce que les métaux précieux commercialisés proviennent de sources légales et irréprochables sur le plan éthique, qu'ils ne sont pas liés à des crimes, des conflits armés ou des violations de droits humains.

Le devoir de diligence appliqué par Argor Heraeus n'a apparemment pas suffi pour identifier les activités criminelles de Gutiérrez et prendre des mesures, bien que des ONG suisses aient, à plusieurs reprises, rendu l'entreprise attentive aux risques liés à la production d'or en Colombie en raison d'un taux d'illégalité élevé, des rapports avec le conflit armé interne au pays et de la situation précaire des mineurs artisanaux. Mais que vaut donc un devoir de diligence qui, durant une décennie, n'est pas conscient des activités illégales d'un fournisseur important et ne peut ainsi pas satisfaire à ses propres prétentions en matière d'éthique ?

Le problème des lignes directrices internes et des certifications spécifiques à un secteur réside dans le fait qu'aucun contrôle indépendant n'a lieu et qu'il n'existe aucun mécanisme de sanction en cas de violation de ses propres standards. Le cas de Gutiérrez montre une fois de plus que la régulation sur une base volontaire n'est pas à la hauteur des problèmes urgents que connaissent les chaînes d'approvisionnement mondialisées, en particulier dans les domaines à haut risque tels que l'extraction de l'or en Colombie.

— Daniel Hostettler



**Daniel Hostettler** est responsable du secteur Programmes internationaux au sein d'Action de Carême.

# Plus fort·e·s face au climat

**À Samar, la quatrième plus grande île des Philippines, de nombreuses personnes vivent de la pêche, mais les nombreux typhons et d'énormes bateaux de pêche industrielle menacent leur existence.**



Après un typhon, le toit de la maison doit être réparé.

Le vent souffle fort sur la baie de Bantayan, au nord de l'île de Samar. Souvent, il souffle si fort que les pêcheurs et les pêcheuses ne peuvent pas sortir en mer avec leurs bateaux alors qu'ils vivent essentiellement de la pêche. La mer et l'estuaire abritent quantité d'espèces de poissons, de moules, de crabes et autres animaux aquatiques. Or, 20 à 30 supertyphons balayent désormais chaque année les Philippines, entraînant avec eux destruction et souffrance. L'augmentation des typhons est une conséquence directe du réchauffement climatique et contribue à la misère du pays. De plus, la surpêche engendrée par d'immenses bateaux mène à une réduction drastique des stocks de poissons et détruit les fonds marins. Par ailleurs, le défrichement persistant de la mangrove a non seulement fait baisser considérablement les réserves de poissons, mais a également déséquilibré l'ensemble de l'écosystème côtier.

## Élaborer des stratégies ensemble

Pourtant, aux dires des insulaires, la vie sur l'île s'est améliorée ces dernières années. Le travail du Center for Empowerment and Resource Development (CERD), partenaire d'*Action de Carême*, y a contribué. En 2004, le CERD a démarré son programme au nord de l'île de Samar. Au début, il s'agissait d'aider les gens à garantir les ressources naturelles nécessaires à leur subsistance. Les organisations de pêcheurs et pêcheuses devaient pouvoir réclamer le respect de leurs droits, protéger et utiliser durablement leurs ressources naturelles en toute autonomie. Pour y parvenir, des groupes ont été créés afin de concevoir des projets sur la façon dont la pêche pouvait être régulée et réfléchir à des moyens pour rétablir l'équilibre de l'écosystème malade. Ensemble, ils ont reboisé la mangrove pour que les jeunes poissons puissent se cacher de leurs prédateurs dans les racines et que le stock se régénère. Puis, ils ont décidé qu'il serait intéressant d'acheter et d'entretenir un bateau conjointement. Cet investissement leur a permis d'assurer une partie de leurs revenus.

## Surmonter les préjugés

Au début, il a fallu surmonter de nombreux préjugés. Les femmes ne pouvaient pas participer à des réunions sans l'accord de leur mari et certains hommes étaient persuadés que les femmes ne savaient pas gérer l'argent. Ils avaient du mal à accepter de leur en donner pour faire des achats. Face à ce constat, les responsables du CERD ont commencé à questionner leur façon de faire et les stratégies choisies.



Les mangroves plantées dans le cadre de travaux communautaires se développent et offrent à nouveau une protection aux poissons.

## Certains hommes étaient persuadés que les femmes ne savaient pas gérer l'argent.

Dans un pays qui place la famille au centre et dans le but d'atteindre un changement durable, il était clair qu'il ne suffisait pas de sensibiliser les habitant-e-s de Bantayan aux seules problématiques environnementales. Et comme le dit si bien un proverbe philippin : « Aucun être humain n'est riche au point de ne plus rien avoir à recevoir. Et aucun n'est pauvre au point de ne plus rien avoir à donner. »

Tant que les humains partageront, l'espoir demeurera. Pour un changement profond, il faut que toutes les personnes vivant dans le ménage soient impliquées de la même façon. La répartition du travail a été examinée afin de déterminer qui fait quoi et si la charge de travail est répartie de manière équitable au sein de la famille. Cette démarche a permis aux hommes et aux femmes de développer une nouvelle compréhension mutuelle, d'apprendre à reconnaître et à estimer la part de travail réalisée par chacun et chacune et, le cas échéant, de l'adapter pour que la charge soit répartie de manière équivalente sur toutes les épaules. Une étape importante vers l'égalité entre hommes et femmes.

Les autorités locales ont été impliquées et sensibilisées à la protection de l'environnement par le CERD. Des zones de protection dans la baie vont être mises en place et des enquêtes sur la biodiversité et les stocks de poissons vont avoir lieu. Car seule une approche globale peut apporter une amélioration durable qui profite tant à l'humain qu'à la nature.

— Colette Kalt



Votre don aide les  
habitant-e-s de  
Bantayan à atteindre  
l'autodétermination.  
CCP : 10-15955-7



**Chansouk Douangvilay** est présidente de l'Association for Extension of Sustainable Natural Beekeeping Oudomxay (AESBO), au Laos.

## « Protéger la forêt grâce aux abeilles »

« Ici, dans la région, de nombreuses familles cultivent du riz, mais elles ne peuvent en vivre toute l'année. Si la mousson n'a pas lieu, ce qui arrive de plus en plus souvent à cause du réchauffement climatique, la récolte sera faible. Autrefois, nous connaissions une pénurie alimentaire deux mois par année, mais depuis que nous avons commencé à élever des abeilles, notre vie s'est améliorée.

Dans les villages de la province d'Oudomxay, nous proposons des cours d'apiculture. Nous montrons comment fabriquer des ruches avec des essences de bois locaux, où les placer de manière optimale dans la forêt et comment faire du miel. Les abeilles aiment la cardamome et c'est à l'ombre de grands arbres que celle-ci prospère le mieux. L'apiculture favorise ce cycle naturel. Les paysannes et les paysans apprécient beaucoup les abeilles et font tout pour qu'elles se portent bien. Avant, on abattait beaucoup de vieux arbres. Depuis qu'il y a les élevages d'abeilles, les vieux arbres sont conservés, car à leur pied, on fait pousser de la cardamome. Les doux fruits des litchis et des longaniers peuvent être vendus au marché avec le miel récolté, ce qui procure un revenu supplémentaires aux paysannes et aux paysans.

Toute la famille collabore à l'élevage des abeilles et ceci est possible uniquement si la femme et l'homme se soutiennent mutuellement. Certains paysans et paysannes donnent leurs champs de riz en location à des investisseurs chinois durant l'hiver ou même toute l'année. Des haricots, des courges et du tabac sont alors cultivés sous forme de monocultures.

Avec l'arrivée de l'industrie agricole chinoise, les pesticides ont aussi fait leur apparition dans nos champs. Dans un village où des investisseurs ont encouragé la culture de pastèques, de nombreuses abeilles sont mortes. C'est un gros problème. Les apicultrices et apiculteurs tentent bien de discuter avec les investisseurs avant que ceux-ci n'implantent leurs affaires dans les villages, mais dans de nombreux cas, les contrats sont déjà signés avant même que les habitant-e-s du village n'en aient pris connaissance. La population réclame une meilleure planification et préparation et veut organiser une grande rencontre au niveau de la province. Celle-ci doit réunir les services de l'État concernés et les investisseurs potentiels pour qu'ils trouvent des moyens de réduire les effets des pesticides sur la santé des abeilles comme sur celle des habitant-e-s.

Une agriculture écologique mixte est bien meilleure pour la petite paysannerie. En cultivant un mélange d'ail, d'oignons, de cacahouètes, de pak choï et en élevant des volailles et des porcs, les familles répartissent les risques et bénéficient d'un revenu constant. Notre projet va également travailler à renforcer le marketing et la valeur ajoutée que peut amener la transformation des aliments pour des groupes de paysan-ne-s intéressés. Mais notre mission centrale va rester la même : l'élevage des abeilles et la protection de la forêt dont ont besoin les animaux comme les humains. »

1/3

de la population laotienne a moins de 25 ans, seulement 4 % a plus de 65 ans.

36 %

des enfants laotiens de moins de 5 ans souffrent de malnutrition.

7400

dollars, c'est le revenu annuel par habitant-e au Laos. En Suisse, il se monte à 65 910 USD.

# Réduire efficacement son empreinte écologique

Les Conversations carbone permettent d'explorer nos valeurs et nos croyances pour mieux comprendre l'origine de nos émissions de CO<sub>2</sub>.

Comment transformer notre engagement idéologique en faveur de la protection de la nature en actions concrètes ? Face au constat d'échec des accords politiques en matière de climat, de l'impact néfaste du trafic aérien ou des suremballages dans les supermarchés, les Conversations carbone proposent des outils concrets pour ré-agir.

Le modèle économique dominant prône la nécessité de la croissance, en Suisse comme ailleurs, alors que la surexploitation des ressources naturelles s'aggrave d'année en année. Cependant, le débat politique peine à imposer des mesures suffisantes pour que notre consommation d'énergie diminue proportionnellement au niveau d'alerte actuel.

Les changements climatiques n'épargnent certes personne, mais touchent bien davantage celles et ceux qui n'ont pas les moyens de s'adapter. Cette question de justice sociale est une des préoccupations majeures d'*Action de Carême*, qui milite pour une approche holistique de l'environnement et une conversion de la société tant sur le plan environnemental que sur les plans économique, social et sociétal. Il y a quatre ans, l'encyclique *Laudato si'* du pape François sur « la sauvegarde de notre maison commune » invitait les habitant-e-s de la Terre à chercher un nouveau sens au progrès et au développement, renforçant ainsi l'engagement d'*Action de Carême*.

## Puiser en soi les ressources pour changer

Mises au point au Royaume-Uni en 2006 et promues en Suisse romande dix ans plus tard par les Artisans de la transition, les Conversations carbone sont des ateliers qui invitent les participant-e-s à réduire fortement leurs émissions de gaz à effet de serre en matière de logement, de mobilité, d'alimentation et de consommation. Elles s'appuient sur une dynamique collective qui encourage à puiser en soi les res-



sources pour affronter les blocages et les peurs en lien avec l'un des défis majeurs de notre époque.

« On connaît les données théoriques relatives aux changements climatiques », confie Manuela Fernández, détentrice d'un doctorat en sciences de l'environnement de l'Université de Lausanne et facilitatrice en Conversations carbone, « mais cela ne suffit pas à changer les choses. Ces ateliers m'ont donné la possibilité de discuter des sentiments profonds que peuvent susciter des changements au niveau personnel et psychologique, mais aussi social, éthique et moral. Pour changer, on doit passer par l'acceptation de beaucoup de choses ».

— Tiziana Conti

Plus d'informations :  
[www.actiondecareme.ch](http://www.actiondecareme.ch)

## Ateliers de formation L'offre se renforce et se développe outre-Sarine

Depuis 2017, *Action de Carême* propose ces ateliers aux paroisses romandes qui le désirent afin de favoriser des dynamiques de transformation vers un mode de vie durable. Avec son organisation partenaire *Pain pour le prochain*, *Action de Carême* entend étoffer l'offre des Conversations carbone en les proposant également en Suisse alémanique à partir du mois de décembre 2019. Deux groupes pilotes devraient démarrer en septembre à Berne et à Zurich. Ces participant-e-s deviendront les futurs facilitateurs et facilitatrices en région alémanique.

Dossier

# Prendre soin du monde ensemble



Les habitant·e·s de l'Amazonie veulent vivre de manière autodéterminée et en harmonie avec la nature.

**« La lutte contre le réchauffement climatique ne peut réussir que si les communautés indigènes d'Amazonie qui se battent pour protéger leurs territoires reçoivent du soutien. »**  
**Tel est le consensus auquel ont abouti les partenaires d'Action de Carême en Colombie et au Brésil lors de leur rencontre à la foire sur l'énergie de Manaus.**

**L**a défense des droits des quelque 400 peuples indigènes sera au centre des discussions lors du prochain Synode des évêques sur l'Amazonie en octobre 2019 à Rome. Les crises de l'écosystème causées par l'homme et la violation des droits des communautés indigènes sont liées. Écouter tant la clameur de la Terre que la clameur des pauvres, c'est ce que réclamait il y a quatre ans déjà le pape François dans son « Laudato si' ». Si ce qui se passe en Amazonie concerne l'ensemble de l'humanité, c'est aussi parce que la plus grande forêt primaire de la terre est un régulateur du climat mondial et est désignée, à juste titre, comme le « poumon de la planète ». La forêt amazonienne abrite plus de 30% des réserves de carbone stocké dans la végétation. Le cycle de l'eau de la Terre est assuré par la formation des nuages et l'évaporation. Un changement à large échelle de l'écosystème a des effets sur les courants marins du Pacifique et donc sur les précipitations en Amérique latine. Dans le cadre du Synode mondial de l'Église catholique sur l'Amazonie et du débat sur le climat, le territoire autour du bassin amazonien représente les autres forêts tropicales de la planète (bassin du Congo, Indonésie, etc.). La destruction croissante de ces forêts >

accélère l'augmentation des températures moyennes partout dans le monde. Une augmentation que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a pronostiquée en 2007 déjà et évaluée entre 1,8 et 4 degrés jusqu'en 2100. La forêt soustrait du carbone de l'atmosphère grâce à la photosynthèse et stocke celui-ci dans les troncs, les branches, les racines et les feuilles des arbres en atténuant ainsi une hausse supplémentaire de la température. Partout dans le monde, l'équivalent de 35 terrains de football de forêt tropicale sont détruits toutes les deux minutes. Avec l'agriculture sur brûlis, tout le carbone stocké dans les plantes s'échappe dans l'atmosphère et la terre continue à se réchauffer. La déforestation soustrait de la biomasse ; le carbone ne peut plus se déposer. Le bassin amazonien s'étend sur neuf pays : Brésil, Pérou, Bolivie, Colombie, Equateur, Venezuela, Guyana, Suriname et Guyane française. Deux tiers de sa superficie totale se trouvent au Brésil. Quelque 34 millions de personnes habitent ce territoire, dont 2,8 millions d'indigènes, qui vivent pour la plupart en symbiose avec la nature et protègent le poumon vert de la planète.



Les arbres cèdent la place aux monocultures et aux pâturages de bétail.

### Les fondements de la vie sont pillés et détruits

L'enquête menée auprès des communautés locales par Red Eclesial Panamazónica (REPAM), organisation partenaire d'*Action de Carême*, a fait émerger des résultats peu étonnants. Sur le territoire amazonien, l'exploitation minière, la production pétrolière, la construction de barrages pour les usines hydro-électriques et l'utilisation expansive du sol pour la culture du soja ou l'élevage bovin perturbent les moyens de subsistance des habitant-e-s. L'industrie agricole et énergétique fleurit à un rythme effréné. Des arbres sont coupés ou brûlés à large échelle. Pour trouver de l'or, les lits des fleuves sont asséchés et des forages très profonds sont effectués. Les autochtones sont déplacés et leurs droits fondamentaux bafoués. Quel est l'avenir de ces communautés et des autres habitant-e-s de la forêt tropicale face à un présent où l'on détruit leurs moyens de subsistance et où les droits humains ne sont pas respectés ? Prend-on suffisamment de mesures pour mettre en œuvre l'agenda 2030 et les objectifs climatiques de Paris ? Il ne fait aucun doute que ces questions seront débattues au Vatican en octobre prochain lors du Synode sur l'Amazonie. Celui-ci réunira des évêques d'Amérique latine, des représentant-e-s des organes ecclésiastiques d'Amérique latine, mais aussi des représentant-e-s des conférences épiscopales d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie. Ce synode doit être avant tout l'occasion de faire entendre les voix des habitantes et des habitants de la forêt tropicale. Rarement il n'y a eu au sein de l'Église une consultation aussi globale de la population locale. C'est une grande chance mais aussi une responsabilité pour l'Église mondiale de se mobiliser à l'avenir pour les intérêts des habitant-e-s de l'Amazonie et d'assurer aussi de la sorte la survie de l'humanité dans son ensemble. *Action de Carême* entend contribuer à ce que la voix des personnes démunies soit entendue.

### Une avenir paisible pour les générations futures

Des alternatives aux bouleversements que subit notre monde actuel ainsi que des propositions de nouvelles orientations de pensée émergent du savoir et de l'expérience des peuples autochtones. Nous devons les écouter. Comment ces communautés indigènes envisagent-elles un avenir paisible pour les générations futures ? De quelle manière pourrions-nous parvenir ensemble à un changement global vers un monde dans lequel le profit et la destruction des moyens de subsistance n'occuperaient plus une place majeure mais dont l'objectif premier serait le bien commun ?

— Colette Kalt, avec des extraits issus de l'essai de Markus Bükler « *Weltkirche im Brennpunkt* »

# Projets en Amazonie

## Renforcement et autonomisation

Le terme quilombo désigne les communautés d'anciens esclaves déportés au Brésil durant l'époque coloniale. Ces communautés vivent encore aujourd'hui dans les territoires reculés de la municipalité d'Oriximiná. Dans cette région de la basse Amazonie, dans l'État du Pará, l'entreprise de matières premières Mineração Rio do Norte (MRN) exploite de la bauxite depuis 1967. Les digues entourant les bassins de rétention de résidus miniers, au nombre de 24 aujourd'hui à Oriximiná, représentent un danger pour la population et l'environnement, comme l'ont montré les ruptures des barrages de Mariana en novembre 2015 et de Brumadinho en janvier 2019 et les nombreuses victimes qu'elles ont faites. Les autorités ne contrôlent pas suffisamment les risques.

Le projet de Comissão Pró-Índio de São Paulo (CPI-SP) vise à sensibiliser la population sur les conséquences de l'extraction de bauxite pour l'environnement et sur les dangers liés aux ruptures de barrages. Les habitant-e-s disposent désormais de connaissances sur la façon dont ils peuvent réclamer, auprès des autorités et de la société MRN, la prévention des risques, les plans d'intervention d'urgence et la réparation des dégâts environnementaux. Pour être armés à la discussion, les Quilombolas et les Ribeirinhos (groupes de population locaux vivant au bord de l'Amazone) apprennent à négocier avec les entreprises et les autorités afin que l'étude d'impact sur l'environnement prévue par la loi, le contrôle des dangers et la gestion des risques en cas de rupture des barrages soient mis en œuvre.



Quel avenir pour les personnes qui ont perdu leurs moyens de subsistance ?

## Répondre aux besoins de la Terre

En 2013, le réseau Red Eclesial Panamazónica (REPAM) a vu le jour sur l'initiative du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), de la Conférence des évêques du Brésil (CNBB) ainsi que d'autres organisations ecclésiastiques, et le soutien du pape François. Ce nouveau réseau doit favoriser la coopération et le dialogue entre tous les acteurs de l'Église dans la région amazonienne. En plus de la protection de la diversité culturelle et de la biodiversité dans la région, l'Église se trouve aussi face à des questions d'ordre pastoral.

Pour préparer le Synode des évêques qui aura lieu au Vatican du 6 au 27 octobre prochains, le REPAM a mené une consultation approfondie auprès des habitant-e-s de l'Amazonie. Au total, 265 rapports ont été rassemblés parmi les neuf pays concernés. Les inquiétudes majeures au sein de la population amazonienne portent sur l'extension de l'agriculture industrielle et sur les conséquences de la pollution des sols et des eaux par des pesticides. Pour endiguer la violence qui sévit, les rapports mentionnent la nécessité d'exercer une pression au niveau politique.

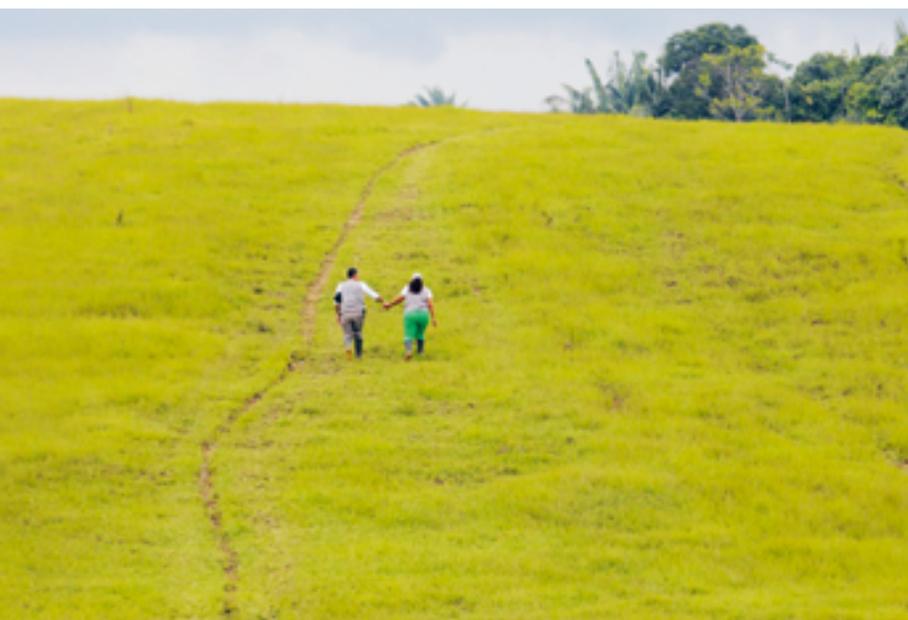
Gercília Krahô, une leader du groupe ethnique Krahô au Tocantins, va droit au but : « Le fleuve est notre père et on le tue. La Terre est notre mère et on la tue. Il y a tant de mensonges. Nous devons dire la vérité, nous sommes la vérité, nous la connaissons. »

## « Nous avons encore de l'espoir »

En collaboration avec Vicaria del Sur, Wilson Vaquiro Garcia se bat avec sa communauté contre un projet d'extraction pétrolière. « Le soutien de Vicaria m'a beaucoup apporté. Maintenant, je suis un leader, j'ai confiance en moi, je connais mieux les problèmes de notre région et je peux en parler, donner mon avis à ce sujet et dénoncer les injustices. Aujourd'hui, je suis président de la Junta Comunal et leader de la Commission pour la vie de l'eau.

Chacune et chacun sait désormais quelles conséquences ont les activités des entreprises, quels sont nos droits et quelle importance nous avons en tant qu'habitantes et habitants de l'Amazonie. Nous savons quelle quantité d'eau nous avons et quelle est sa qualité. Nous savons aussi que nous devons nous en soucier depuis notre ferme. Avec les voisins et les voisines, c'est parfois compliqué : l'un s'en occupe, mais l'autre ne fait rien. Mais nous continuons et nous essayons encore et toujours.

L'équipe de Vicaria nous donne confiance, ils n'ont pas d'intérêts personnels comme les politiques. Bien que l'entreprise d'exploitation pétrolière ait obtenu la licence, nous sommes parvenus à beaucoup la restreindre, c'est-à-dire que la zone d'intervention a été réduite. Le combat continue. Nous avons encore de l'espoir. Nous ne voulons pas d'entreprise d'exploitation pétrolière en Amazonie ! »



Sur cette terre, la licence d'exploitation pétrolière accordée est très limitée.



Le barrage a endommagé l'habitat des autochtones.

## Des énergies renouvelables pour les communautés locales

Le Mouvement des personnes affectées par les barrages au Brésil (MAB) s'engage pour les droits des personnes déplacées, dont les villages ont été inondés par les lacs de retenue sans qu'elles aient reçu de dédommagement. Au Brésil, seules les personnes dont la maison se trouve directement au bord du fleuve reçoivent une compensation de la part des entreprises productrices d'énergie. Si la maison est encore habitable alors que tous les champs aux alentours sont inutilisables, la famille ne peut prétendre à une indemnité.

Le MAB s'investit sur le plan politique pour que cette situation change et collabore avec les familles concernées en les aidant à reconstruire une nouvelle vie. En coopération avec *Action de Carême*, le mouvement a intégré à son programme le travail politique lié aux énergies renouvelables. Pour ce faire, il analyse les expériences réalisées dans le cadre d'un projet qui installe des pompes solaires pour la production agricole et offre ainsi un revenu aux communautés.

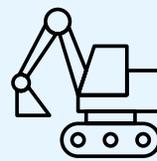
Ensuite, il élabore des conclusions politiques et milite pour que des énergies renouvelables soient produites de manière socialement équitable. Des solutions durables en matière d'approvisionnement énergétique pourront être mises en œuvre uniquement si les communautés concernées sont impliquées et leurs besoins pris en compte.

# Faits et chiffres

L'Amazonie transporte dans l'Atlantique près des deux tiers de toute l'eau qui coule dans les fleuves de notre planète.



La santé de l'Amazonie et celle du climat mondial sont interdépendantes. La forêt tropicale stocke entre 90 et 140 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>. La destruction de la forêt libère d'énormes quantités de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère et engendre des conséquences catastrophiques pour le climat.



En janvier dernier, la déforestation dans les territoires amazoniens du Brésil a progressé de 54 % par rapport à l'année précédente. Le déboisement des terres appartenant aux communautés indigènes a atteint les 7 %.

Données de l'institut de recherche Imazon.

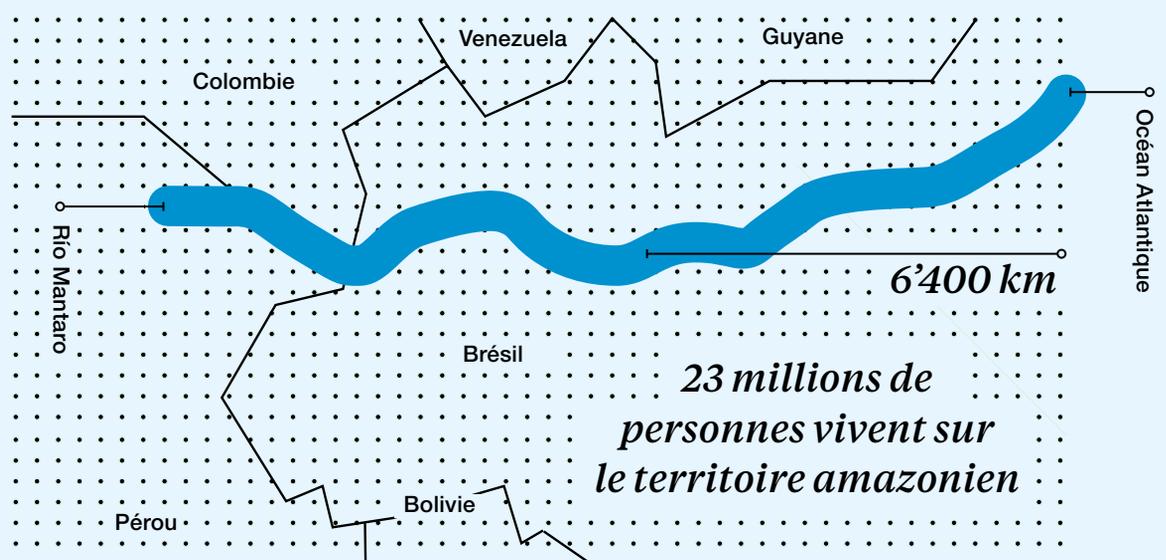
**350**

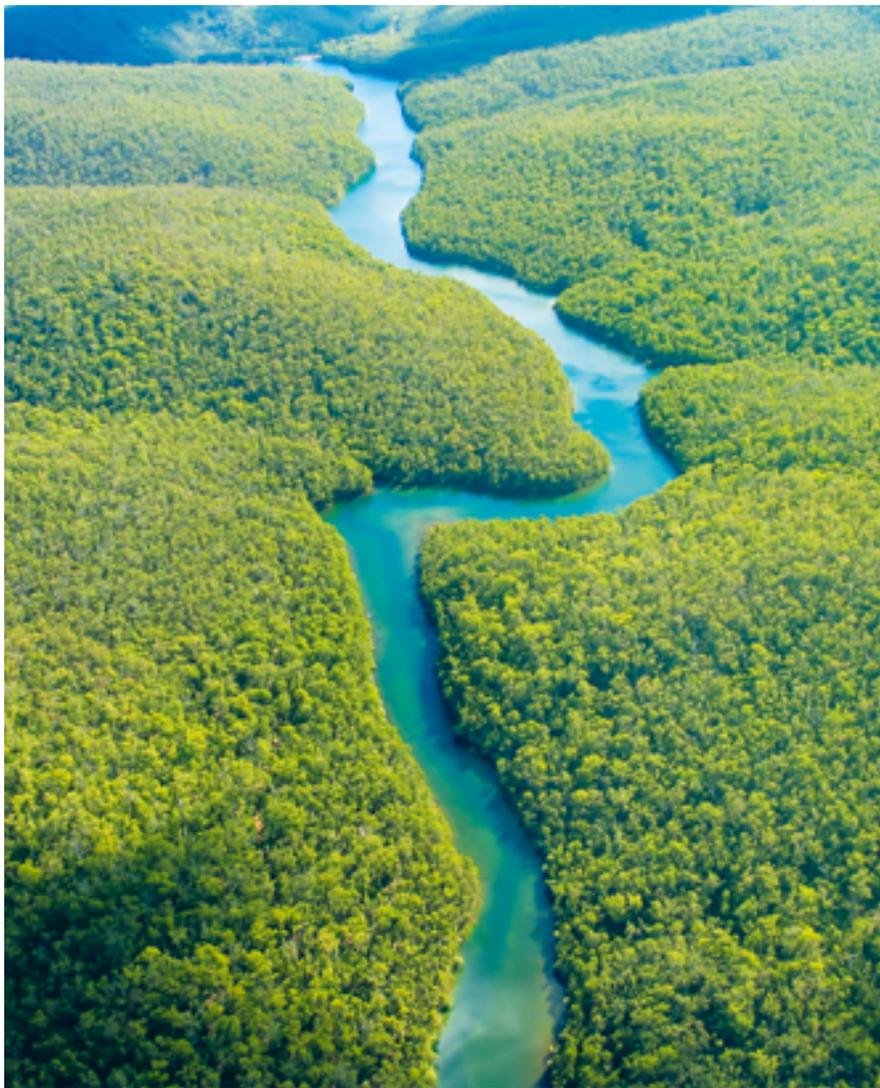
Quelque 350 groupes indigènes vivent encore de manière très traditionnelle.



80 % de la superficie forestière défrichée servent désormais de pâturages pour des troupeaux de bœufs.

Sur un hectare de l'Amazonie brésilienne, on trouve souvent plus d'espèces végétales que dans toute l'Europe.





La surexploitation du poumon vert de la Terre doit cesser.

# 5 attentes vis-à-vis du Synode

« Il est inutile de décrire les symptômes si nous ne reconnaissons pas l'origine humaine de la crise écologique. »

## 1 L'Église avec les pauvres

Une Église qui s'engage fortement en faveur des pauvres réclame la justice sociale, n'exclut personne, défend explicitement les droits humains et s'exprime de manière prophétique.

## 2 Climat 1.5°

Une déclaration de l'Église affirmant qu'elle s'engage en faveur de l'objectif climatique à travers la création de systèmes, comme le Coq Vert, qui aident les paroisses à améliorer leurs performances environnementales. Il s'agit, entre autres, d'assainir les bâtiments, d'adopter une politique d'achats durable et d'investir de manière durable. Les Églises doivent progresser de manière exemplaire pour devenir climatiquement neutres d'ici 2030.

## 3 Défendre les espaces de vie des populations indigènes

En Amazonie justement, mais aussi dans de nombreux autres endroits de la planète, les peuples indigènes sont quotidiennement marginalisés. Leurs territoires sont menacés, car ils vivent souvent dans des lieux qui renferment des ressources ou des matières premières importantes. À cause d'intérêts économiques qui sont placés au-dessus des droits qui leur sont concédés dans les constitutions, les peuples indigènes sont déportés et les zones protégées qui leur sont attribuées toujours plus menacées.

## 4 Mise en œuvre concrète du Laudato si'

Avec son encyclique, le pape François a réalisé un pas important, mais la mise en œuvre n'en est qu'à ses débuts. Lors du Synode sur l'Amazonie, l'Église catholique aura une chance unique de prouver sa crédibilité en définissant et en exigeant fermement des mesures claires pour la mise en œuvre du Laudato si'.

## 5 Protéger l'Amazonie

Le territoire amazonien est le poumon vert de la Terre. Pourtant, cette forêt précieuse pour le climat mondial subit chaque jour des dégradations. L'équivalent de 35 terrains de football sont détruits toutes les deux minutes en Amazonie, dans le bassin du Congo en Afrique ou en Asie. La Terre est menacée d'asphyxie et nous courons le même risque. Notre survie dépend de la protection des forêts.

# Pleine conscience à Aarau

Canapé pour discuter, retraite spirituelle en ville, îlots de mots... Voici ce qu'a proposé, en mai dernier, l'Église d'Aarau à ses habitant·e·s.

Vivre le moment présent, être simplement ici et maintenant et se laisser porter par les choses qu'on rencontre sur sa route, comme le gazouillis d'un oiseau dans l'arbre au coin de la rue en se rendant à son travail. S'arrêter un instant pour sentir le soleil réchauffer son visage ou écouter la musique que joue avec ferveur le musicien des rues dans la galerie marchande. Le recueillement nous permet d'être à la hauteur des défis continus auxquels nous sommes confronté·e·s au quotidien.

La notion de pleine conscience est sur le point de devenir un terme à la mode. On apprend la pleine conscience aux managers pour qu'ils soient encore plus performants dans leur quotidien professionnel, on exhorte les personnes en état d'épuisement à ne faire qu'une seule chose à la fois, à ne pas écrire un SMS en mangeant, tout en préparant mentalement un entretien important. Se laisser porter par l'ici et maintenant signifie s'asseoir, regarder, laisser passer les pensées, accepter le moment. Or, la surcharge sensorielle permanente empêche souvent de trouver ce calme.

## Écouter, regarder, ressentir

Les organisatrices et organisateurs de l'événement mis sur pied à Aarau par l'Église catholique-romaine en mai dernier s'étaient fixé la mission de faire vivre la spiritualité sur une place animée au milieu de la ville, aller à la rencontre des gens, observer, se laisser imprégner de sensations, ressentir les émotions et les pensées que cela génère... Pour une fois, la retraite spirituelle s'est déroulée dans un espace fréquenté, mais le responsable de la paroisse d'Aarau, Burghard Förster, s'est lui aussi assis sur une chaise non loin de la place du Château, face à une place vide.

Il voulait ainsi montrer qu'il était prêt à écouter et à prendre du temps pour le faire. Un peu plus loin, dans la yourte aux histoires, des enfants écoutaient les conteuses et conteurs raconter des histoires de la Bible. Des îlots de mots collés sur la place de la Gare invitaient les passantes et les passants pressés à s'arrêter et à détacher, pour une fois, leurs yeux de l'écran du téléphone portable.

## Utiliser les synergies

La ville d'Aarau réalisait en parallèle sa première Journée du commerce équitable. En effet, elle brigue la certification décernée par Max Havelaar, fondation dont *Action de Carême* est l'une des initiatrices. Les deux événements avaient beaucoup de choses en commun, car la durabilité et la pleine conscience sont liées. L'Église catholique, elle, a manifesté à plusieurs reprises son engagement pour la durabilité. Suite aux bonnes expériences de cette année, les organisatrices et organisateurs entendent réitérer la manifestation « Pleine conscience à Aarau » (« Achtsames Aarau ») dans deux ans.

— Colette Kalt



Des vœux de bonheur ont été adressés dans l'inhospitalier passage souterrain de la gare.

# Engagée et audacieuse

Genevoise, originaire du Valais, chargée d'analyse de projets à Action de Carême dans les années 1970, Christiane Escher, est une illustration d'un engagement discret mais plein de convictions.



Christiane Escher a été marquée par la philosophie du « voir, juger, agir » de l'Action catholique.

## Christiane, quelles ont été les sources de ton engagement ?

Je ne peux pas dire précisément mais je me souviens de moments forts. Nous habitons enfants à côté du local du Parti du travail. Un jour, alors que nous étions en train de prier – je viens d'une famille catholique pratiquante –, quelqu'un s'est permis de taper sur le mur. Ma mère, furieuse, est partie, très courageusement, protester. C'est Léon Nicole, lui-même, le grand leader du parti, qui est venu s'excuser. Autre moment fort : je me remémore de ma colère lorsque, à la clinique où je venais d'accoucher, l'aumônier a refusé de me donner la communion parce que je n'étais pas mariée. Heureusement, le prêtre Charles Devaud, responsable de l'Action catholique ouvrière (ACO) et d'autres, m'accompagnaient.

## Comment es-tu arrivée à l'Action catholique ouvrière et qu'en retiens-tu ?

Après le pensionnat, où ma mère – mon père était décédé – m'avait envoyée terminer mon école obligatoire, il fallait que je fasse une formation. Ma passion était la lecture. J'ai donc demandé à ma mère de faire un apprentissage dans ce domaine. À l'époque, j'étais la seule fille, cela me flattait beaucoup, mais ce poste n'était pas facile. Très vite, j'ai été confrontée aux questions de conflits dans le travail. Par ailleurs, nous participions aux activités de la paroisse. De ce fait, je me suis engagée à l'ACO, dont Charles Devaud était l'aumônier. J'appréciais dans la démarche de l'ACO le fait de partir de soi, du « voir », de parler en « je ». Puis, à partir de ces constats, de juger une situation et d'agir pour changer la société dans laquelle nous vivions et travaillions. Il s'agissait d'une excellente formation politico-citoyenne, sans que j'en sois consciente à l'époque.

## Y a-t-il eu d'autres expériences qui t'ont particulièrement marquée ?

Oui, par exemple, à la librairie œcuménique où nous avons eu une intense collaboration entre catholiques, protestants et orthodoxes. J'ai aussi vécu des riches échanges à l'Atelier œcuménique de théologie, destiné à la formation des laïcs dans les Églises. Enfin, outre à Action de Carême, j'ai pu m'ouvrir au monde grâce à mon engagement au sein du Mouvement pour la coopération internationale, une ONG genevoise fondée avec Jean Brulhart, mais aussi à la Commission tiers-monde de l'Église catholique ou à l'Agora, mouvement de soutien aux personnes requérantes d'asile. — *Propos recueillis par Sophie de Rivaz*

## Laissez derrière vous un monde meilleur

Action de Carême travaille depuis plus de 50 ans pour un monde plus juste, dans lequel les ressources sont distribuées de manière plus équitable et les droits humains respectés. En faisant un legs à Action de Carême, vous choisissez aujourd'hui de renforcer notre engagement en faveur des populations les plus démunies.

Demandez notre guide testamentaire ou contactez Mme Erika Hofstetter :  
041 227 59 62 - hofstetter@fastenopfer.ch



De tout coeur, merci !